

# L'ÉGALITÉ

JOURNAL DES INTÉRÊTS DE TOUS.

POLITIQUE, AGRICULTURE, INDUSTRIE, COMMERCE, SCIENCES, LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS, ETC.

## SOMMAIRE.

Programme. — Le droit naturel et le droit des gens. — Les incompatibilités. — **Projet de grande fête au champ de Mars.** — Les représentants du Gouvernement provisoire en province. — Opinions des journaux. — Actes officiels. — Révolutions étrangères. — L'empereur Nicolas et les patens. — Le suffrage universel en Prusse. — **Prétendue victoire des Autrichiens en Italie.** — Revue musicale. — Les spectacles gratuits. — Tribunaux. — Vol. — Condamnation. — Les incendiaires. — Faits divers. — Programme des spectacles.

Grandes nouvelles d'Italie !

## AVIS.

Le Journal L'ÉGALITÉ paraît tous les jours à six heures du matin.

Paris, 16 Avril.

L'Égalité ! Les définitions n'ont pas manqué depuis six semaines pour ce beau mot que le peuple tout entier et le Gouvernement qu'il a spontanément élu se sont empressés d'inscrire sur la bannière de la France, dès le lendemain de la Révolution de février.

Chacun comprend et définit l'Égalité à sa manière. Les uns sont allés chercher leur définition dans l'arsenal des vieilles idées révolutionnaires de 1789.

D'autres ont cru devoir remonter encore plus loin ; ils ont pris la lettre seule de l'Évangile, sans presque se soucier de son esprit.

Nous voulons, nous, une égalité nouvelle, une égalité qui, procédant à la fois de celle de l'Évangile, et de celle de la première Révolution française, se trouve cependant par les conditions nouvelles, par les avantages nouveaux qu'elle doit offrir à la société, parfaitement en rapport avec nos mœurs et nos idées.

C'est la pensée, c'est le sentiment de cette égalité que nous prétendons proclamer, propager, développer dans nos colonnes.

Pour bien faire comprendre nos intentions à cet égard, nous allons exposer en peu de mots notre profession de foi politique.

Nous voulons loyalement et sincèrement la République avec toutes ses conséquences sociales, parce que nous croyons que c'est la seule forme de gouvernement par laquelle les peuples puissent se régénérer. Par la République seulement, notre nation peut réveiller le sens moral endormi par l'esprit de spéculation égoïste que le dernier gouvernement a semé à dessein dans les têtes et dans les âmes.

Par Liberté, nous entendons le droit de faire seulement ce qui ne nuit pas à autrui.

Nous ne sommes donc pas avec ceux qui pousseraient la liberté jusqu'à la licence.

Par Égalité, nous entendons proportion, justice, c'est-à-dire, bonheur physique et moral proportionné aux services qu'on rend à la société, et accessibilité pour tous, au moyen d'un bon système d'éducation gratuite, à toutes les fonctions et à toutes les professions.

Nous ne sommes donc pas avec ceux qui veulent étendre les récompenses du travail, et, par conséquent, les intelligences sur un lit de Procuste, pour arriver à un nivellement impossible.

Par Fraternité, nous voulons qu'on entende ceci : Que chacun fasse pour autrui ce qu'il voudrait qui fût fait pour lui-même.

Nos idées politiques et d'organisation dérivent toutes de ces principes fondamentaux. Dans toutes les parties de nos institutions, nous voulons le progrès ; mais, pour qu'il soit réel, nous voulons toujours que la pratique en ait été préparée par les idées.

### Le droit naturel et le droit des gens.

Lorsqu'une révolution a renversé de fond en comble les institutions d'un pays, que sa constitution, base fondamentale de toutes les lois organiques, a été sapée, et qu'en fait il n'y a plus de lois, quel doit être le guide de la conduite des citoyens, en attendant qu'un nouvel ordre de choses soit régulièrement fondé, mette fin, soit à l'anarchie, soit à une situation transitoire, telle qu'un syndicat de magistrats populaires ou une dictature confiée d'urgence à quelques hommes dévoués ?

Cette question pose clairement la position dans laquelle se trouve aujourd'hui la France.

Le guide de la nation doit être : le droit de tous et de chacun, le *droit naturel* ou l'ensemble de ces règles admises d'un commun accord entre tous les hommes, parce qu'elles dérivent de leur nature ; le droit naturel qui implique les devoirs réciproques du père et des enfants, du mari et de la femme, l'exécution des promesses, etc... et d'autre part, le *droit des gens* qui ne peut être aboli par la révolution intérieure d'un seul Etat, car il dépend d'engagements conclus entre tous les peuples, et se compose de maximes et de pratiques consacrées, de tout temps, par un usage universel. — Nous ne parlons pas de la tradition, sorte de respect pour les lois détruites auxquelles on a recours à défaut de lois nouvelles, tradition sous l'empire de laquelle nous vivons à peu près, car tous les bons citoyens sentent qu'elle est notre unique sauvegarde contre la violence, les crimes et les passions brutales.

Les théories de certaines écoles d'utopistes comme il en a tant surgi depuis six semaines, portent atteinte au droit naturel en s'attaquant à la propriété, qu'il importe de défendre au nom de la morale et de la justice.

En mesurant les salaires *aux besoins* (terme fort vague comme unité de mesure), au lieu de les proportionner au travail, elles sont attentatoires à tous les devoirs de famille ; elles nous feraient rétrograder vers un état de barbarie plus que sauvage tant il serait absurde.

Poussé à ses limites logiques, un autre système, très-voisin de celui qui porte le nom d'organisation du travail, ne tend à rien moins qu'à rompre le mariage et tous les liens d'affection ; la femme n'est plus qu'une machine destinée simplement à la reproduction de l'espèce ; l'Etat est le parâtre de tous les enfants qu'il fait élever, endoctriner, caserner, enrégimenter et gouverner selon son plus grand intérêt. La liberté devient de l'individualisme sous une inflexible loi de servitude ; l'égalité existe moins que jamais, puisque les capacités ou les besoins, les aptitudes ou les passions tranchent irrévocablement les positions respectives de ces orphelins-nés qui se débattaient dans une société monstrueuse ; la fraternité enfin perd son caractère de moralité divine, ou, si l'on aime mieux, de charité chrétienne, pour se transformer en une vérité matérielle et hideuse, qui laisse surager l'égoïsme le plus absolu.

Sachez dépouiller de leurs enveloppes, parfois séduisantes, ces théories dites sociales qui, se lançant dans l'inconnu, désorganisent d'abord la société, vous reconnaîtrez qu'elles contiennent toutes la négation du *droit naturel*.

Et cependant les écoles socialistes ont écrit aussi sur leurs drapeaux la grande devise : *Liberté, Égalité, Fraternité* ; elles aussi proclament la République et confessent la souveraineté du peuple.

Le droit sacré de l'homme, droit contesté quoique incontestable, est de se posséder lui-même, c'est-à-dire d'être libre, et de posséder de même le fruit de son travail manuel ou intellectuel qui constitue sa propriété. Si cette propriété est légitime, sa liberté ne sera complète qu'à condition qu'il pourra librement la vendre, l'aliéner, la transmettre soit par donation, soit par testament, et en disposer absolument comme il l'entendra.

Retranchez le droit de propriété, l'homme cesse d'être libre ; et en effet, il est de fait comme de principe que l'esclave n'est pas apte à posséder.

Le bon sens public proteste contre les doctrines impies ou insensées des écoles qui s'attaquent au droit naturel. Au besoin, la population tout entière se lèverait pour pulvériser les sophistes comme des factieux et des traîtres à la patrie ; — c'est pourquoi jusqu'ici aucune violation sérieuse de ce droit n'a été commise ; — il n'en a malheureusement pas été de même du *droit des gens*.

La France s'enorgueillissait justement d'être hospitalière et généreuse entre toutes les nations ; sur son sol bien-aimé, les proscrits ou les pauvres avaient toujours trouvé un inviolable asile et du pain ; l'Irlande, l'Ecosse, la Pologne, l'Espagne, l'Italie le savaient et le disaient hautement dans le concert des peuples ; notre féconde patrie était fière de nourrir les exilés, et ses fils avaient constamment loué sa tendre sollicitude pour les étrangers malheureux. De tous les points du globe, les opprimés lui tendaient les bras et l'invoquaient comme l'Espérance.

Un jour, lasse d'une oppression corruptrice, elle se lève dans sa force et s'écrie : « Mon peuple est souverain ! je suis République ! » Et sur son front, et sur son drapeau, brille, à côté des mots Liberté, Égalité, un mot plus sublime encore : — *FRATERNITÉ* !

Les peuples applaudirent alors, et répondirent avec allégresse : — Oui, nous sommes tous frères, salut à la plus glorieuse de nos sœurs !

Mais les échos du monde retentissaient encore de ces paroles, que du territoire de la France des troupes de travailleurs, naguère accueillis comme des frères, étaient expulsés comme des bou-

ches inutiles. Ce n'étaient pas des ennemis pourtant : ils avaient salué l'ère nouvelle avec enthousiasme, ils avaient tressailli de bonheur en lisant le mot *fraternité* sur notre devise ; mais ils travaillaient pour vivre et ils avaient faim : on les a chassés ! — On a fait un crime aux uns d'être laborieux et habiles, et l'on a oublié qu'ils avaient été appelés en France par notre industrie, il y a quelques années ; on a reproché aux autres d'être probes et rangés, d'amasser le salaire gagné à la sueur de leur front, et d'avoir des idées de retour vers leur pays. — A-t-on compté combien d'étrangers opulents dépensent en France leurs revenus ? — L'on aurait su que les sommes versées par ceux-ci sont le dédouble des pauvres économies emportées par ceux-là au bout de quinze ou vingt ans de labeur. On a brisé les industries de quelques centaines de malheureux ; on les a réduits à la dernière misère ; on les a cruellement repoussés avec leurs femmes et leurs enfants, sans se rappeler qu'ils étaient nos hôtes et qu'ils avaient travaillé pour nous.

Et en exilant les pauvres, on a gardé les riches !...

Du haut de leur tribune aristocratique, les Anglais ont punous accuser de barbarie. — S'ils l'eussent trouvé bon, ils auraient été dans leur droit rigoureux en nous déclarant la guerre pour avoir violé le *droit des gens*.

Enfin, après ces actes tolérés et même encouragés d'abord par les autorités de notre République, et qui n'ont été blâmés que plus tard par le Gouvernement provisoire, — la France pourrait-elle réclamer et s'irriter, si, par de justes représailles, les nations étrangères nous renvoyaient tous ceux de nos concitoyens qui sont établis chez elles ? — La Savoie et l'Angleterre en contiennent elles-mêmes un nombre considérable. Dans le Levant et dans les deux Amériques, il y a plus de cent mille familles françaises ; dans certaines villes, des quartiers entiers sont peuplés de Français, les intermédiaires naturels de notre industrie et de notre commerce sur les marchés lointains.

Le respect du droit des gens est pour une nation ce qu'est pour l'individu le respect du droit naturel. A défaut de ces lois imprescriptibles, notre intérêt et nos traditions nationales nous commandaient également de protéger dans leurs propriétés et dans leur liberté des étrangers qui étaient nos hôtes.

### Les Incompatibilités.

On parlait beaucoup et souvent, sous le régime monarchique, d'élargir le cercle des incompatibilités parlementaires. Cette question constituait une des armes les plus puissantes et les plus usitées de l'arsenal de l'ancienne opposition. Les conservateurs eux-mêmes confessaient qu'il y avait quelque chose à faire.

C'était un de leurs grands mots ; encore ne faisaient-ils de pareilles concessions que dans leurs bons jours, quand ils étaient en veine de libéralisme.

Aujourd'hui, l'on a fait à leur égard ce qu'il y avait à faire. Mais, sous beaucoup d'autres rapports, ce n'est plus quelque chose qui est à faire, c'est tout.

Voilà pourquoi le décret relatif aux élections des représentants ne parle point des incompatibilités.

On aurait tort de s'en étonner. Quand tout est à faire, on ne saurait s'entourer de trop de lumières générales et spéciales. On ne devait donc pas songer à proscrire, de parti pris, tous les fonctionnaires. Il en est plusieurs dont les études et l'expérience pourront être d'une grande utilité dans l'élaboration de la constitution nouvelle.

Nous croyons, toutefois, qu'il y a des incompatibilités tellement logiques, que le bon sens des électeurs les devinera.

On ne songera point, par exemple, à envoyer à la représentation nationale des hommes que leurs fonctions, judiciaires, administratives, militaires ou autres, doivent retenir dans les départements.

Nous savons cependant qu'il s'en présente un très-grand nombre.

Il est du devoir des électeurs de leur demander s'ils sont décidés à se démettre de leurs fonctions, sauf à y être réintégrés plus tard, s'il y a lieu, et de ne leur accorder leurs suffrages qu'à cette condition.

Dans tous les cas, nous pensons qu'il est utile de rappeler aux électeurs que c'est à l'Assemblée constituante qu'il appartiendra de fixer, pour l'avenir, le cercle des incompatibilités parlementaires ; il ne serait par conséquent point prudent d'envoyer à cette assemblée un trop grand nombre de fonctionnaires, ils seraient, dans cette question, à la fois juges et parties. La nation doit éviter d'exposer la conscience de ses représentants à jurer de lutter contre leurs intérêts. De telles luttes sont immorales et dangereuses. Les dix-huit années qui viennent de s'écouler nous l'ont suffisamment prouvé.

Nous avons vu plusieurs centaines de circulaires de candidats fonctionnaires ou non. Pas un seul ne s'occupe de cette question. Loin de prendre des engagements à cet égard, plusieurs parlent



de venir se remettre à leur poste de fonctionnaires après la session.

Les services publics seraient-ils donc destinés à vaquer pendant la session ?

Electeurs, soyez prudents, faites vos réserves. Sans pousser la précaution jusqu'à la pousser la Convention nationale, en décidant, le 9 mars 1793, que les députés n'avaient pas le droit d'être journalistes, tâchez de faire en sorte que vos députés soient surtout et avant tout vos députés, c'est-à-dire qu'ils n'aient pas à faire à l'Assemblée d'autres affaires que celles du pays.

Le Gouvernement provisoire n'a-t-il pas décrété qu'ils seraient payés pour cela ?

On élabore au ministère de l'intérieur un projet pour la grande fête nationale qui doit être célébrée au champ de Mars, dans le but de faire fraterniser dans un banquet gigantesque le peuple de toutes les classes avec l'armée et les divers corps de fonctionnaires de Paris et de la province.

Rien n'est encore décidé à cet égard. Cette fête devait avoir lieu dans les derniers jours d'avril. Mais les travaux préparatoires relatifs aux élections de Paris ont forcé le Gouvernement provisoire d'ajourner indéfiniment la grande solennité nationale.

Puisque déjà les bases principales du programme ont été arrêtées par M. Garraud, puisque tout est pris pour organiser les magnificences que la direction des Beaux-Arts nous réserve, ne serait-il pas convenable, nous dirons presque patriotique, de ne pas renvoyer à une époque éloignée cette importante cérémonie, dont l'effet nous paraît destiné à avoir un immense retentissement dans la France entière ?

Pourquoi ne ferait-on pas au champ de Mars, en une réunion solennelle de plus de cent mille citoyens, l'ouverture de l'Assemblée nationale constituante ? Le cadre ne serait-il pas digne du tableau que doit offrir cette fête de la grande fraternisation française.

Nous reviendrons demain sur ce sujet, et nous donnerons des détails sur les diverses parties du programme qui ont été déjà proposées ou adoptées.

Les nouvelles des départements sont déplorables. Partout où il n'y a pas conflit entre la population et les commissaires, il règne une sorte de crainte qui conduit les autorités à la faiblesse et les institutions à la désorganisation.

Le département des Basses-Pyrénées nous en donne un triste exemple. Le colonel d'un régiment de ligne ayant appris que certains sous-officiers préparaient une démonstration fâcheuse, alla trouver le général. Il lui dit qu'il comptait employer toutes les mesures qui lui sembleraient utiles pour maintenir la discipline militaire, — et qu'il espérait être soutenu par son concours. — Le général montra tant d'hésitations, que le colonel, pour ne pas voir son autorité méconnue et ses épaulettes compromises, comme il était arrivé quelques jours auparavant à un chef de bataillon, à Tarbes, que l'autorité supérieure avait sacrifié pour un cas semblable, le colonel a cru de son devoir d'envoyer sa démission au ministre de la guerre.

Les petits locataires boutiquiers se sont présentés hier en grand nombre au ministère des affaires étrangères. Ils désiraient que le Gouvernement provisoire s'occupât de réaliser enfin la promesse qu'il leur a faite de s'entremettre entre eux et les propriétaires. Les locataires ne veulent pas être assujettis, dans ce moment difficile, à payer leurs loyers d'avance. D'un autre côté le droit des propriétaires doit être sauvegardé. — Le moyen est bien simple de tout concilier : que l'Etat ouvre un entrepôt où le locataire déposera, pour la valeur de ses termes, des marchandises qui seront la garantie du propriétaire. On s'étonne que le Gouvernement n'ait encore rien résolu à cet égard.

Il a été répondu à la foule que leur réclamation allait être l'objet spécial d'une décision du gouvernement. Ces paroles ont été accueillies avec joie. La foule a demandé M. Garnier-Pagès. Il était absent; elle a néanmoins persisté dans son désir, et quel-qu'un a paru au balcon qu'elle a salué de vive M. Garnier-Pagès ! après quoi, elle s'est retirée en silence espérant n'être plus obligée de revenir.

M. Vaillant, capitaine de vaisseau, a été nommé préfet maritime à Rochefort. — Il y a peut-être des marins indiscrets et scrupuleux qui demandent pourquoi. Ils pensent, avec cette question insidieuse, embarrasser les gens; mais ils comptent sans nous qui avons répondu à tout.

D'abord, M. Vaillant est l'ami d'un certain directeur, maître Jacques au ministère de la marine; la nomination est partie de là. — Il faut bien faire quelque chose pour ses amis.

Jusqu'à ce jour, Rochefort avait été classé parmi les ports qui devaient avoir un contre-amiral pour préfet maritime. Ce grade fut demandé pour M. Vaillant et refusé par M. Arago, sous ce prétexte que le candidat était le seul des capitaines de la marine française qui n'ait jamais fourni de renseignements au bureau des longitudes. Bagatelle !

Le ministre donnait un second motif : Dans son voyage d'exploration, M. Gaudichaud avait eu à se plaindre du commandant de la Bonité; il n'avait pas trouvé toute la complaisance désirable pour ses recherches scientifiques. Mais qu'est-ce que cela ? Rancune de sa vie. On a passé outre. Et Rochefort, en dépit de son importance, a vu sa préfecture tombée aux mains d'un capitaine de vaisseau.

D'ailleurs, il fallait, quel que fut son grade, un administrateur pour remplir cette importante fonction. Et n'est-il pas de notoriété publique qu'à Brest, le capitaine Vaillant, administrateur par-dessus toute chose, pour ne vouloir pas laisser à des mains inférieures le soin de s'en occuper, restait au moins deux mois à son bord, sans fournir les rôles de combats. — Après cela, belle misère ! Quand on veut tout faire par soi-même, quoi d'étonnant que les choses les plus simples soient un peu en

retard et toutes les autres négligées. Excès de zèle, voilà tout. Avec des officiers capables sous ses ordres, on y remédie aisément.

Il fallait encore, dans les circonstances présentes, un homme justement apprécié pour son caractère conciliant. Eh bien, l'on a vu des officiers, à son bord, donner leur démission plutôt que de contrarier les idées de ce capitaine trop conciliant. Dans l'escadre de la Méditerranée, on l'a vu tout à fait brave homme avec ses officiers, afin qu'on ne pût pas dire que l'amiral La Susse fût plus conciliant que lui. — L'esprit de rivalité, comme on voudrait le faire entendre, n'entraîne pour rien dans ce penchant naturel de son esprit.

Et les habitants de Rochefort se plaindraient du nouveau préfet maritime qu'on leur envoie. — Ont-ils raison ? Nous ne répondons pas pour eux.

#### Opinion des Journaux.

Le National n'est pas content de la réforme à laquelle on a soumis le conseil d'Etat. On s'est borné à réduire le nombre des conseillers à vingt-cinq; puis on en a nommé cinq nouveaux; ce n'est pas encore cela.

Il reste, dit-il, des traditions hostiles dans ce conseil. La République ne peut compter sur un concours bien sincère de sa part. Parmi les conseillers d'Etat en service ordinaire, deux députés pritchardistes et satisfaits, un député pritchardiste et deux députés satisfaits. Parmi les conseillers d'Etat en service extraordinaire, sept députés pritchardistes et satisfaits, deux députés satisfaits, etc., etc. Le National oublie que les hostilités n'ont lieu dans ce monde qu'au bénéfice de quelqu'un; et que ce quelqu'un n'étant plus là, elles n'auraient plus le sens commun. Le conseil d'Etat est un corps de magistrats spéciaux; s'ils sont incapables, qu'on les remplace. Tout autre argument n'est-il pas un cliché de la veille, une vaine réminiscence du passé ?

Le Siècle éprouve ce pénible sentiment que nous partageons tous plus ou moins à l'approche des élections générales. Il se demande comment le département de la Seine s'entendra avec lui-même pour extraire 34 noms de huit ou dix mille candidatures. Nous pensons que la nécessité de conclure réunira les esprits et les votes autour des notabilités, non pas de ce qu'on était convenu d'appeler de ce nom sous la monarchie, mais des hommes éminents de toutes les corporations et de toutes les classes. Un journal, la Liberté, proposait hier un moyen, selon nous excellent, de débrouiller les idées, et de simplifier le travail matériel des élections : ce serait d'afficher, à la porte ou dans l'intérieur de tous les bureaux, toutes les listes proposées sous des numéros d'ordre, et chaque citoyen se contenterait d'indiquer sur son bulletin le numéro de la liste qu'il aurait adoptée.

La Démocratie pacifique discute à l'avance les pouvoirs de l'Assemblée nationale. Elle repousse à l'avance comme vieilleries le *directoire*, ce que nous concevons, et l'institution de deux chambres, sous prétexte que la seconde chambre ne pourrait représenter qu'un élément aristocratique à jamais détruit.

C'est traiter la question cavalièrement, et vouloir encore repousser l'expérience du passé et les leçons de l'histoire.

Est-ce que la chambre d'Etat, dans la République américaine, représente un principe aristocratique ? Est-ce que la distribution des fonctions administratives implique l'idée de hiérarchie ? Est-ce que les démocraties les plus avancées n'ont pas deux conseils chargés d'attributions différentes et complémentaires ? Laissons les représentants du peuple discuter cette question, et ne la tranchons pas d'avance. Une *Chambre pour tout faire*, quand elle est déjà une *Chambre pour tout dire*, c'est peut-être une forme de gouvernement par trop économique et par trop coûteuse à la fois.

La Réforme continue à distribuer largement l'épithète de réactionnaire à quiconque se plaint des allures de certains commissaires de département. — Le Gouvernement provisoire est plus modeste : il reconnaît la faillibilité de ses délégués, et bon nombre des élus de M. Ledru-Rollin ont été révoqués ou le sont par M. Ledru-Rollin lui-même pour cause d'incapacité. Peut-être au nombre des commissaires qui ont des *désagrèments* avec leurs administrés y en aurait-il quelques-uns d'incapables ? Pour nous, nous ne verrions dans un parti pris de penser le contraire qu'une réaction vers les *préfectures* du passé.

La Patrie réfute les arguments au moyen desquels les ambitions individuelles et les doctrines malveillantes cherchent à entretenir la division dans l'ère de la fraternité.

« Que vient-on, dit-elle, parler de scission entre la bourgeoisie et le peuple ! Est-ce qu'il y a guerre possible entre le travail et le travail ? L'union entre les travailleurs de toute sorte fait notre force et assure à jamais l'établissement de la République. Le vieil esprit rétrograde dont il ne reste que des vestiges de plus en plus rares et l'incorrigible esprit d'anarchie pourraient seuls essayer de troubler cette saine et formidable union. »

L'Union répète ce que tous les organes de l'opinion publique, et il faut le dire, de la majorité, ont dit depuis le 24 février : il ne s'agit pas de parodier une autre époque, mais d'agir dans la nôtre avec la nôtre. Elle rappelle que Paris n'est pas la France; que toutes confiscations de la volonté nationale au bénéfice de Paris tout seul serait une violation de la souveraineté du peuple.

En ceci nous sommes franchement de son avis.

Les Débats discutent au long la mise en œuvre des élections et rend justice au soin que le Gouvernement a pris de bien expliquer et faciliter aux électeurs et surtout aux nouveaux l'œuvre qu'ils vont accomplir le 25 avril. Ce journal attaque l'élection à un seul degré, comme compliquant les préparatifs et rendant à peu près impossible le concert des électeurs entre eux et des électeurs avec les candidats.

Le Constitutionnel déplore les troubles graves occasionnés en province par le peu d'accord entre les commissaires et leurs administrés.

Les motifs qu'il allègue aux troubles de différents chefs-lieux, sont le contre-pied de ceux que veut y voir la Réforme. De tout cela, il appert un fait : c'est que la concorde ne règne point encore, et que l'irritation des esprits ne cessera qu'au jour où l'arbitraire et le provisoire auront cédé la place à un pouvoir régulièrement constitué.

Le Courrier Français est plus franc. Il reconnaît qu'il est hors de doute, qu'un grand nombre de commissaires ont entassé faute sur faute. — Mais est-ce la faute de M. Ledru-Rollin ?

Non, sans doute, M. Ledru-Rollin n'est pas plus infailible dans ses choix, que ses élus dans leurs œuvres. De la bonne volonté et de l'empressement pour réparer le mal à mesure qu'il se produit, voilà tout ce qu'on peut demander, mais tout ce qu'on demande de ceux qui sont au pouvoir. — Il n'y a ici-bas que les girouettes et les fous qui ne se trompent jamais.

Le Peuple Constituant renferme un article qui condamne, au point de vue de la propriété, de la famille, et comme portant atteinte à ces *fondements sacrés de toute société*, les systèmes du Luxembourg. Nous sommes heureux de voir signés du nom de M. Lamennais des idées qui sont tout à fait les nôtres. — Quelle sage et plus juste conclusion pourrait-on tirer, en effet, des théories de M. Louis Blanc pour l'avenir qu'elles nous réservent.

« Mais la question matérielle elle-même est bien plus vaste qu'on ne l'a comprise au Luxembourg. On ne s'y est occupé que de quatre ou cinq cent mille ouvriers, tout au plus, fixés dans les centres principaux de l'industrie. Or la France renferme, pour le moins, de douze à quinze millions d'individus vivant de leur travail. Si donc on veut, selon le mot sacramentel, organiser le travail, il faut que l'organisation embrasse ces

douze ou quinze millions de travailleurs, hommes, femmes et enfants. Ce sera donc le pays tout entier, sur la surface duquel ils sont répartis, qui sera l'atelier où chacun aura sa tâche prescrite, et recevra, en échange du labeur imposé, ce que l'Etat, tous frais déduits, trouvera bon de lui allouer. Ne dirait-on pas que les inventeurs d'un système si sage, si bien-faisant, si humain, ont pris Méhémet-Ali pour modèle ? Est-ce donc qu'ils voudraient faire de notre patrie une autre Egypte ? Qu'on se tranquillise; il est moins aisé qu'ils ne le pensent de transformer les Français en fellahs.

LAMENNAIS.

#### ACTES OFFICIELS.

##### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

A TOUS LES CITOYENS.

Que tous les citoyens qui ne sont pas encore portés sur les listes électorales se hâtent de se faire inscrire dans les mairies.

Le moment approche où les listes, même supplémentaires, seront closes irrévocablement.

C'est le 20 de ce mois, à minuit, qu'aura lieu cette clôture définitive des listes.

Le premier devoir des citoyens est de se mettre en mesure d'exercer leurs droits.

Il n'y a pas un instant à perdre, et il y va du plus pressant intérêt de la République.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, Vu le décret du Gouvernement provisoire, en date du 2 mars 1848;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Est prorogé d'un mois le délai accordé par l'arrêté du 15 mars dernier, pour l'enregistrement, sans droit en sus ou amendes, des actes sous signatures privées qui n'ont pas été soumis à cette formalité, contrairement aux lois; et pour faire, sous le même bénéfice, la déclaration des biens transmis, soit entre-vifs, soit par décès, ou pour réparer les omissions de biens et les insuffisances de prix ou d'estimation que les actes et déclarations peuvent présenter.

Art. 2. Pourront être enregistrés sans droits en sus, à partir de la publication du présent arrêté, jusqu'à l'expiration du délai résultant de l'article ci-dessus, les jugements qui ne l'ont point été dans les vingt jours de leur date, à défaut de consignation des droits aux mains des greffiers conformément à l'art. 37 de la loi du 22 frimaire an 7.

Art. 3. Les exceptions et conditions indiquées dans les art. 3 et 4 de l'arrêté du 15 mars 1848 sont maintenues; elles seront applicables aux jugements qui font le sujet de l'art. 2 du présent.

Fait à Paris, le 14 avril 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, Vu l'art. 24 de la loi du 31 mai 1846, portant que les fabricants de sucres indigènes qui voudront acquitter les droits au comptant, au lieu de souscrire des obligations, jouiront, pour le temps que celles-ci auront à courir, d'un escompte calculé au même taux que pour les sucres coloniaux;

Vu l'arrêté du 29 mars 1848, qui élève à 5 p. 100 par an le taux de l'escompte sur les sucres coloniaux;

Arrête ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. A partir de la publication du présent arrêté, l'escompte accordé aux fabricants de sucres indigènes par le troisième paragraphe de l'art. 24 de la loi du 31 mai 1846, sera calculé à raison de 5 pour 100 par an.

Art. 2. Les autres dispositions des règlements relatifs à l'escompte pour le droit sur les sucres indigènes sont maintenues.

Fait à Paris, le 14 avril 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, Vu le décret du 21 mars dernier et les arrêtés des 21 et 26 du même mois, relatifs aux facilités accordées aux négociants qui voudront déposer leurs marchandises dans des magasins agréés par l'Etat contre des récépissés transmissibles par voie d'endossement;

Vu les deux arrêtés du commissaire du Gouvernement provisoire dans le département de la Seine-Inférieure, en date, l'un du 23 mars dernier, l'autre du 6 avril présent mois;

Vu l'arrêté des commissaires du Gouvernement provisoire dans le département de la Charente, en date du 28 mars dernier,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Le magasin de l'entrepôt des douanes de la ville de Rouen et ses annexes pourront continuer à recevoir les marchandises déposées en exécution du décret et des arrêtés précités.

Art. 2. Le bâtiment de l'ancienne école de marine à Angoulême et ses annexes pourront continuer à recevoir les marchandises déposées en exécution du décret et des arrêtés précités.

Art. 3. Le délégué du ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera déposé au secrétariat général pour être notifié à qui de droit.

Fait à Paris, le 14 avril 1848.

Un arrêté du Gouvernement provisoire contient un grand nombre de nominations dans la magistrature de Paris et des départements; nous en extrayons les nominations des suppléants des justices de paix de Paris.

Sont nommés :

Suppléants du juge de paix du 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris (Seine), MM. Benazé, avoué, et Ridel, commissaire-priseur, en remplacement de MM. Tessier et Iszière;

Suppléant du juge de paix du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Seine), M. Yoos, avoué, en remplacement de M. Mitoulet de Mongon;

Suppléants du juge de paix du 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Seine), MM. Muller, avocat, et Laurens Rabier, avoué, en remplacement de MM. Drouhin et Pilant;

Suppléants du juge de paix du 4<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Seine), M. Péan, avoué, en remplacement de M. Decagny, appelé à d'autres fonctions, et M. Ramond de la Croisette, en remplacement de M. Maldan;

Suppléants du juge de paix du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Seine), M. Anmont-Thiéville, notaire, en remplacement de M. Adam, et M. Devin, avoué, en remplacement de M. Guillebout, appelé à d'autres fonctions;

Suppléant du juge de paix du 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Seine), M. Massart, avoué, en remplacement de M. Morin, appelé à d'autres fonctions;

Suppléants du juge de paix du 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Seine), MM. Chatelain, notaire, et Gilbert, ancien avoué, en remplacement de MM. Froiture et Guérard;

Suppléant du juge de paix du 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Seine), M. Debrottonne, avoué, en remplacement de M. Vivien;

Suppléants du juge de paix du 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Seine), MM. Yvert, notaire, et Lorget, avoué, en remplacement de M. Dellac et Chauvelot;

Suppléants du juge de paix du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Seine), MM. Bessas-Lamézie, avocat, et Morin, suppléant du juge de paix du 6<sup>e</sup> arrondissement, avocat à la cour de cassation, en remplacement de M. Daverne, appelé à d'autres fonctions, et de M. Bouget;

Suppléant du juge de paix du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris (Seine),



M. Caron (Maurice), avoué à la cour d'appel, en remplacement de M. Bataillard ;  
Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances.  
En exécution du décret du 24 mars 1848, et sur la proposition du directeur du comptoir national d'escompte de Paris, délégué du Gouvernement provisoire.

Arrête :  
Art. 1<sup>er</sup>. Il sera établi près le comptoir national d'escompte de Paris un sous-comptoir de garantie qui s'appliquera exclusivement au commerce de la librairie, de la papeterie, de la fonderie en caractères, et des autres professions qui s'y rattachent.

Art. 2. Le citoyen Antoine-Joseph Leroy est nommé directeur de ce sous-comptoir.

En cette qualité, le citoyen Leroy est autorisé à concourir à l'acte de société, qui contiendra les statuts du sous-comptoir à la tête duquel il est placé, en se conformant aux dispositions du décret précité.

Art. 3. Le présent arrêté sera déposé au secrétariat général et notifié à qui de droit.

Fait à Paris, le 14 avril 1848.

Ce sous-comptoir est en effet constitué par acte de société passé devant M<sup>re</sup> Esnée, notaire, entre :

M. Antoine-Joseph Le Roy, rentier, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 8 ;

M. Charles-Pierre Laboulaye, directeur de la fonderie générale, demeurant à Paris, rue de Madame, 22 ;

M. Louis-Amédée Gratot, directeur de la papeterie d'Essonne, demeurant à Paris, rue du Bouloi, 23 ;

M. Louis-Augustin Mathias, libraire, demeurant à Paris, quai Malaquais, 45 ;

M. Jacques Lecoffre, libraire, demeurant à Paris, rue du Vieux-Colombier, 29 ;

M. Magloire-Aimable Joubert, libraire, demeurant à Paris, rue des Grés, 14 ;

M. Gilbert-Urbain Guillaumin, libraire, demeurant à Paris, rue Richelieu, 44 ;

M. Louis-Ernest Dupuy, marchand de papiers, demeurant rue du Pont-de-Lodi, 5 ;

M. Jean-Baptiste-Marie Baillié, libraire, demeurant à Paris, rue de l'École-de-Médecine, 17 ;

M. Henri-Philippe Plou, imprimeur, demeurant à Paris, rue de Valenciennes, 56 ;

M. Louis Langlois, demeurant à Paris, rue de la Harpe, 81.

## REVOLUTIONS EUROPEENNES.

### AUTRICHE.

Le journal de Vienne du 8 juin publie un aperçu des opérations de Radetzky dans la Lombardie, extrait d'un rapport de ce général. Contrairement avec les nouvelles arrivées du théâtre de la guerre, le succès serait enfin acquis aux troupes autrichiennes, qui, massées sur un point fort circonscrit, présentent une masse redoutable contre laquelle ne saurait tenir longtemps l'armée piémontaise, mal secondée par les efforts indisciplinés des bandes italiennes. Radetzky, avec une naïveté qui contraste bizarrement avec la brutalité de son style, se plaint beaucoup de ce qu'il appelle l'inconstance des Milanais, qui, las d'un régime paternel, ont tout à coup levé l'étendard de la révolte avec un fanatisme qui ne fait guère honneur à leur caractère. Du reste, le chef allemand ne dit pas un mot des pertes qu'il a éprouvées dans ses échecs successifs à Milan, contre le général Bés et contre les partisans qui le harcèlent et interceptent ses convois. Nous n'avons pas besoin de dire que ces pertes doivent être considérables. Seulement, le journal de Vienne dit que « la perte en hommes doit avoir été grande à Milan, surtout dans les maisons qui ont été prises d'assaut, et où tous les habitants qui résistèrent furent tués, mais après s'être défendus avec acharnement. »

Les derniers rapports du feld-maréchal, datés de Vienne, le 2, donnaient ce récit de la destruction de Molinam. « Lorsque j'arrivai devant cette ville, les habitants eurent l'impudence de demander que nous missions bas les armes. A cette insolente bravade, je répondis par l'assaut et l'incendie. L'effroi que le sort de Maligam a répandu a produit les résultats les plus efficaces. »

Une correspondance particulière annonce que vingt-cinq mille Impériaux ont reçu l'ordre de marcher pour renforcer Radetzky, et qu'un appel était fait aux volontaires qui voudraient aller combattre pour reconquérir le Milanais. Mais il paraîtrait que cet appel rencontrerait peu de sympathies. L'esprit allemand, tourné aux idées nouvelles, se refuse à cette croisade entreprise au nom de l'oppression et de l'aviilissement des peuples.

Vienne, 10 avril. — Le Journal de Vienne publie la note suivante dans sa partie officielle :

« Radetzky, qui était à Vérone le 3, nous a expédié un courrier, qui nous apporte la nouvelle que l'armée piémontaise, accompagnée de fortes colonnes et commandée par le roi, fait mine d'avancer vers le Minicio. Le feld-maréchal fait savoir qu'il est en mesure de la recevoir. »

### PRUSSE.

Berlin, 12 avril. — Notre correspondant nous écrit que l'empereur de Russie prodigue les ordres de toutes les classes à ses généraux qui rivalisent d'efforts pour animer la troupe contre les païens, propagateurs du désordre.

La loi électorale récemment votée par la diète vient d'être affichée pour sa mise à exécution immédiate. Tous les sujets, indistinctement, sont admis au vote, qui, on le sait, est à deux degrés.

### DANEMARK.

Les habitants du Brunswick s'indignent contre les auteurs de cette grande confédération allemande, qui perd son temps à chanter des airs patriotiques, au lieu de repousser avec rigueur ces misérables Danois, qui gagnent du terrain tous les jours. — Il paraît que la Prusse n'a encore envoyé que quelques régiments et quelques canons ; quelques bataillons du 10<sup>e</sup> corps d'armée seulement, campent oisifs, ça et là sur les rives de l'Elbe et n'osent pas avancer. En attendant que la soi-disante Assemblée nationale se décide à déclarer la guerre, les habitants du duché ne soutiennent la guerre que par des efforts héroïques qui ne peuvent arrêter les progrès de l'ennemi.

Nous apprenons à l'instant que tout le duché est au pouvoir des Danois. Le roi est à Rendsbourg, où il a établi son quartier général. Les Prussiens qui n'avaient pas encore donné viennent de recevoir l'ordre de se porter en avant.

Les Danois ont mis à prix la tête du duc Frédéric de Holstein.

### POLOGNE.

Cracovie. — On écrit des frontières de Galicie, en date du 3 avril : — Il devient de plus en plus difficile de passer la frontière. Beaucoup de voyageurs qui étaient partis hier pour Cracovie sont revenus. Les Russes se sont emparés de la poste. Un marchand de grains a reçu des coups de knout à Michalowiec, et a été renvoyé à la frontière chargé de fers pour avoir parlé de la joie des Autrichiens au sujet de la constitution qu'ils ont conquise. Il arrive tous les jours des renforts russes, les soldats campent dans les rues. On ne peut assez s'étonner de la patience avec laquelle le peuple attend le moment de tomber sur les oppresseurs.

Le journal de Cologne nous assure qu'on n'en était pas encore venu aux mains en Galicie, le 3 avril.

### ITALIE.

On lit dans le *Corriere Mercantile* de Gènes du 8 avril :  
Milan 6 mars. — L'ennemi s'est retiré à Vérone. Cette ville et Man-

tout sont en état de siège. Le Tyrol italien et autrichien se sont soulevés aux cris de vive l'Italie !

Palerme, 27 mars. — La tranquillité paraît régner dans l'île entière, sauf quelques troubles fomentés par des voleurs toujours prêts à se saisir des occasions favorables que présentent les temps de révolution. Les théâtres se rouvrent, l'industrie et le commerce reprennent leur cours à Catane et dans les pays environnants. Les campagnes promettent une récolte prodigieuse.

On lit dans le journal privilégié de Lucques du 7 avril :

Les forces sur lesquelles compte le Gouvernement provisoire de Milan, sont : 50,000 Piémontais, y compris les 10,000 entrés à Brescia le 30. Une proclamation du même Gouvernement publiée à Brescia annonçait l'arrivée des autres 20,000 sur le sol lombard. Charles-Albert à la tête de ces troupes ; 10,000 Romains, 6,000 Toscans, 1,500 Gênois, 20,000 hommes environ commandés par le général Théodore Lecchi et composés de corps fraucs Suisses et Lombards et la garde nationale lombarde. En tout 88,000 combattants avec 60 pièces de canon.

### ANGLETERRE.

On continue à discuter le bill relatif à l'expulsion des étrangers. Lord John Russell a été vivement attaqué par MM. Hume, Osborne et Thompson.

Les séances de la convention chartiste sont à peu près dénuées d'intérêt ; elles se passent à faire de vaines plaisanteries.

Mais l'aristocratie anglaise doit se délier des plaisanteries de John Bull. Qu'elle se souvienne des calembours bibliques des puritains de Cromwell !

## REVUE MUSICALE.

Le septième concert du Conservatoire. — La représentation gratuite du théâtre de la Nation. — La Muelle de Portici. — La Marseillaise en action.

Les préoccupations politiques laissent peu de loisirs aux amateurs de musique. Le dilettantisme a fait place, chez beaucoup d'habitues de concerts, soit à la peur, cette mauvaise conseillère, soit à la manie de la candidature. Les uns se renferment dans leurs maisons ou fuient en province et à l'étranger la République qui monte en croupe et galope avec eux ; les autres élaborent des circulaires, des professions de foi, ou promènent de cantons en cantons leurs protestations de dévouement à la patrie et leurs programmes de réformes sociales.

Le Conservatoire ne s'était point encore ressenti du délaissement des dilettanti autant qu'à la séance du 2 avril. Ces loges et ces stalles, qu'on se disputait naguère, ne trouvaient plus, ce jour-là, ni d'acheteurs, ni même d'occupants de bonne volonté. Bien des gens, en présence de ce triste abandon, se sont demandé ce que deviendraient les concerts du Conservatoire. Quelques-uns ont osé prétendre qu'il faudrait dissoudre la société, réformer cette institution si utile aux études sérieuses et élevées d'art lyrique.

Dissoudre la société des concerts, supprimer les séances du Conservatoire ! mais pourquoi donc, en vérité ? Parce que quelques trembleurs cachent leur argent et se refusent les plaisirs les plus honnêtes, afin de paraître pauvres ; parce que les boudeurs cherchent à effrayer le crédit ; parce que des spéculateurs mettent des pièces de monnaie de côté dans l'espoir sans doute de les vendre cher dans quelques jours ; parce que, enfin, les arts subissent le contre-coup de la crise momentanée du commerce et de l'industrie, nous nous dirions : les arts sont à jamais détruits en France, le sentiment de la musique, le sentiment du beau en toute chose est à jamais perdu. Et nous supprimerions tout ce qui est art, tout ce qui est beauté dans notre pays, le plus digne représentant des arts et du beau du dix-neuvième siècle !

Mais ce serait aussi absurde, aussi barbare que de prétendre supprimer définitivement le commerce, l'industrie, le crédit, sous prétexte que la circulation du capital a été un instant suspendue dans les artères du corps de l'Etat.

Les médecins désespéreraient-ils d'un malade, par cela seulement que le sang se sera ralenti dans quelques veines et que les extrémités se seront refroidies ? Non, tant qu'il sentira le cœur battre, tant qu'il verra la tête penser, il saura que la vie, que l'âme est encore présente.

Eh bien, mettez la main sur le cœur de la France, et dites-nous s'il ne bat pas plus vivant et plus énergique que jamais ! Regardez la tête du pays ! n'irez-vous qu'elle soit agitée par les pensées les plus nobles et les plus fécondes ?

Patience donc, pessimistes ! courage donc, trembleurs ! Sachez bien que la France n'est ni morte ni mourante ; avant peu de jours, peut-être, elle vous aura prouvé que chez elle la vie intellectuelle, la vie morale ne sont pas plus sérieusement atteintes que la vie commerciale et matérielle. Laissez-lui faire de saines et bonnes élections, franchement, loyalement, intelligemment républicaines ; laissez tous ces hommes nouveaux qui vont surgir à l'Assemblée constituante, se rallier et se reconnaître mutuellement à ce signe dont Dieu marque toutes les intelligences supérieures ; laissez la chambre nouvelle se constituer et commencer dans le calme et l'indépendance le grand œuvre que le pays va lui confier, et vous verrez avant la fin de mai toute la richesse française et étrangère, toutes les aristocraties de fortune, de talent, de naissance même qui peuplent les autres capitales, affluer à Paris où elles se sont donné rendez-vous pour assister à ce sublime spectacle que la France doit donner au monde le mois prochain.

Croyez-vous qu'alors la vie intellectuelle, la vie artistique de notre grande patrie ne reprendra pas aussi bien que la vie industrielle ? Croyez-vous que nos théâtres, nos concerts ne seront pas peuplés aussi bien que les hôtels, les promenades et les magasins ?

Ainsi donc, patience et courage, artistes et industriels parisiens ! n'allez point à l'étranger chercher la gloire et l'argent, car, avant un mois, l'argent et la gloire seront venus eux-mêmes vous trouver à Paris !

Nous devons dire, pour être juste, que l'exécution du concert du 2 avril ne s'est nullement ressentie du sentiment d'inquiétude dont nous venons de parler. Les vrais artistes sont trop intelligents pour ne pas avoir confiance dans l'avenir du pays. C'est aux spéculateurs, aux entrepreneurs d'art seulement qu'il appartient de trembler. Les doctrines égoïstes semées par le système déchu avaient poussé dans leurs cœurs des racines trop profondes pour qu'ils aient pu tout d'abord les en arracher.

A part la tristesse qu'inspire toujours une salle peu garnie, la séance en question a été fort belle. La symphonie en ut mineur, cet immense chef-d'œuvre, le fragment du quatuor de Beethoven que tous les archers de l'orchestre exécutent toujours d'une façon si prodigieuse, et le fameux chœur de l'*Idoménée* ! *O voto tremendo* ! composait la partie ancienne du programme.

Trois morceaux nouveaux, prodigalité inusitée qu'on ne saurait trop encourager, complétaient l'ordre du jour de cette séance : une cantate pour voix d'homme, de Mendelssohn-Bartholdy ; une ouverture de concert de M. Deldevez, et les principaux fragments du *Roi Étienne*, de Beethoven.

La cantate, sans être un morceau médiocre, ne nous paraît pas digne d'être rangée parmi les meilleures productions de l'illustre auteur de *Pauline*. Le quatuor solo, le chœur qui l'accompagne et l'orchestre concourent constamment à une puissance de sonorité harmonique qui finit par paraître monotone. Cette œuvre a obtenu peu de succès.

L'ouverture de M. Deldevez a été mieux accueillie. On trouve dans ce morceau des qualités brillantes d'harmonie et une certaine fécondité de mélodie. Plusieurs idées laissent toutefois à désirer sous le rapport de la distinction.

Quant aux fragments du *Roi Étienne*, ils sont vraiment dignes de prendre rang parmi les plus belles pages du grand maestro. On a droit de s'étonner que la Société des concerts n'ait pas songé plus tôt à nous révéler ces chefs-d'œuvre ; cette magnifique mélodie de voix de basse, *Noble fils de Bellone*, qui serait si propre à faire aujourd'hui un chant de ralliement ; — cette marche guerrière, si vivement et triomphalement

rhythmée ; — enfin ces délicieux petits couplets dits par un chœur de femmes : *Vois, de roses la tête ornée*, qui ont si complètement charmé l'auditoire, qu'on les a redemandés par acclamation, et que le public aurait encore voulu entendre une troisième fois. On oublie tout, en écoutant de pareilles mélodies, politiques, embarras financiers, tumulte du forum ; on se croit en proie à un de ces rêves ravissants dont paient les auteurs des contes des fées.

Oublions ces chants pacifiques pour aller entendre les hymnes de liberté auxquels l'Opéra convie le peuple. *La Muelle de Portici*, ce chef-d'œuvre d'Auber, ce chef-d'œuvre dont les mélodies nobles et fières ont échauffé, en 1830, le patriotisme belge, qui depuis... mais alors !... C'est bien un pareil ouvrage qui devait inaugurer les représentations gratuites du théâtre de la Nation.

Comme il a bien prouvé qu'il était digne de sentir, d'aimer, de comprendre les arts, ce public d'ouvriers, ce public vierge en fait d'Opéra qui garnissait la salle dimanche soir ! comme il a bien applaudi aux bons endroits, distingué avec son admirable sens du beau, les bons, les véritables artistes ! comme il a fait fête à son camarade Poutlier, l'ouvrier devenu artiste, qui est pour tous un témoignage vivant de ce que peuvent le goût et l'aptitude aidés du travail et de l'intelligence ! Il a eu des bravos pour Mlle Nau et pour Barroillet, des trépignements pour Mlle Plunkolt ; il a eu des cris d'admiration et des bouquets pour Carlotta Grisi, cette reine de la danse, dont la royauté proclamée depuis longtemps par l'aristocratie en gants blancs du dilettantisme chorégraphique est bien plus réelle, bien plus incontestable, aujourd'hui qu'elle a été consacrée par le suffrage du peuple. Carlotta Grisi a paru plus fière et plus heureuse de ce succès que de tous ses succès passés.

Après *La Muelle* est venue la *Marseillaise* en action, d'après la mise en scène et avec les réécrits arrangés par Gosset en 1792.

Nous ne connaissons rien de plus saisissant, de plus propre à éveiller les enthousiasmes les plus endormis que cette scène magnifique.

La Liberté, assise sur un piédestal et représentée par une statue vivante d'une beauté remarquable, occupe le milieu du théâtre. Devant elle sont groupés des Français de toutes classes, habillés à la mode de 92. Un général, s'avance annonce que la patrie est en danger, et chante les couplets, *Veillons au salut de l'empire* !

Il appelle ensuite le peuple au secours de la patrie, et lui dit d'enflammer le cœur des Français par des chants nationaux.

Un homme du peuple sort aussitôt des rangs un drapeau à la main ; il chante énergiquement les deux premiers couplets de cette *Marseillaise*, alors connue sous le nom de chant des combats, ou vulgairement hymne des marseillais. Le troisième couplet est joué par l'orchestre seul sur un mouvement très-lent. Pendant ce couplet, des vestales arrivent processionnellement, apportant des trépieds allumés devant la statue de la Liberté.

Cette cérémonie terminée, le peuple entier s'agenouille, et le chanteur dit le dernier couplet : *Amour sacré de la Patrie* ! avec accompagnement du chœur en canon. Le couplet ainsi chanté produit une très-profonde émotion. Avant le refrain il se fait une suspension ; le peuple écoute, le canon tonne dans le lointain, trois coups ont retenti. Le peuple alors se lève en masse, brandissant des drapeaux, des armes, des torches, et chantant avec une puissance véritablement homérique le refrain : *Aux armes, citoyens !* qu'accompagnent la fusillade, le tocsin, les tambours battant aux champs, et les trompettes. La Liberté, debout sur son piédestal, agite son drapeau et bénit les guerriers.

Aucune parole ne peut rendre l'enthousiasme, l'enivrement du public à ce spectacle. A peine les spectateurs étaient-ils remis de leur fièvre admirative, quand Porthaut (le général) et Poutlier (l'homme du peuple) sont revenus saluer la salle et figurer sur la scène, par une étreinte cordiale, la fraternité du peuple et de l'armée. Cette fraternisation spontanée a été accueillie par des bravos unanimes.

Telle a été cette belle et solennelle représentation qui laissera, nous en sommes convaincus, des souvenirs et des germes de goût artistique dans l'esprit et dans l'âme de tous les spectateurs !

Pourquoi faut-il que nous ayons à parler de ce scandaleux trafic qui a déjà été signalé à propos de la représentation du théâtre de la République. Des billets ont été vendus devant la porte de l'Opéra ; mais au moins, cette fois, quelques-uns des trafiquants ont été arrêtés et mis provisoirement en prison. Cela ne suffit pas, il ne faut pas tant s'attacher à punir le mal qu'à le prévenir.

### TRIBUNAUX.

A l'époque de l'invasion des Tuileries (le 24 février), le nommé Eugène Lefèvre, se disant ancien officier de marine, et aujourd'hui représentant d'une maison de commerce, entre au château portant l'uniforme de voltigeur de la 10<sup>e</sup> légion dont il faisait partie. Sous prétexte de rétablir l'ordre, il s'improvisait commandant, puis gouverneur du château, poste auquel il déclare être nommé par le peuple. Le Gouvernement provisoire avait confié ces fonctions à M. Saint-Amand. Lefèvre se restreint au rôle de sous-gouverneur ; il revêt un habit d'adjudant-major de la garde nationale, afin de se ménager un accès à tous les instants dans l'intérieur du palais. Cette qualité fait illusion aux hommes de service qui l'accompagnent au milieu des recherches qu'il prétend faire dans les appartements. Durant le cours de ses perquisitions, il fait ouvrir les meubles où se trouvent différents objets d'art. Un tiroir renfermait 75 pièces en or, il les prend et déclare qu'il va les déposer au trésor. Sur l'observation que, l'heure étant avancée, les bureaux seront fermés, il répond qu'il remettra les 1,500 fr. au commandant Saint-Amand. Ce qu'il ne fit pas tout de suite ; mais la restitution eut lieu plus tard. Il confie à un garde national, pour les déposer au poste, des portefeuilles qui, disait-il, renfermaient des papiers et des valeurs considérables, se réservant de venir examiner tout cela. Beaucoup d'objets avaient disparu.

Lefèvre ne se montrait plus. Il inspira des soupçons, qui ne tardèrent pas à se réaliser. M. Saint-Amand, averti, prévint l'autorité, et une perquisition chez Lefèvre fut ordonnée. On y saisit un portefeuille portant à l'intérieur : *S. A. R. duc de Nemours* ! Dans l'intérieur des poches, un grand nombre de papiers manuscrits, et d'autres papiers relatifs à la succession de Mad. Adelaide. Puis, dans un écran, un portrait de femme. Dans la poche d'un habit de Lefèvre, un cachet formant une main en corail et un cachet en or, au chiffre A. O., ouvrage entouré de rubis et d'émail. Une paire de gants blancs appartenant à Lefèvre, où était cachée une chaîne en or d'une grande dimension, au bout de laquelle un forgeron, bijou qui avait, dit un témoin, appartenu à l'ex-roi ; une autre chaîne en or ciselée ; tous objets et bijoux pris aux Tuileries. Par suite de ses faits, Lefèvre venait aujourd'hui devant la juridiction correctionnelle, prévenu de port illégal d'un uniforme, d'immixtion sans titre dans des fonctions publiques, et de vol ; car il ne pouvait justifier de la propriété de plusieurs de ces objets.

Le tribunal, sur le chef de port illégal d'un uniforme, et le vol d'une somme de 1,500 fr. et d'une chaîne en or, renvoie le prévenu des fins de la plainte.

Mais, attendu que Lefèvre s'est immiscé sans titre dans des fonctions publiques, et, à l'aide de cette immixtion, a soustrait frauduleusement un portefeuille contenant un cachet, des papiers et un portrait ; Admettant, toutefois, le bénéfice des circonstances atténuantes, Condamne Lefèvre à six mois de prison. — 8<sup>e</sup> chambre, présidence de M. d'Herbelot ; M. Avond, substitut du commissaire du Gouvernement ; plaident, M<sup>re</sup> Lachaud ; audience du 14 avril.

Aujourd'hui, à l'ouverture de l'audience, M. le président a fait son résumé dans l'affaire de dévastation, d'incendie, à Ruell et à Chatou.



Le jury, entré en délibération à onze heures trois quarts, et revint en audience à cinq heures, et répondant aux cent vingt-huit questions posées, a rendu un verdict négatif à l'égard des nommés Beaudemont, Cartigny fils, Cosson Descaves, Geannet, Gérard, Gros, Marquet, Moriotte, Subtil, Barreau, et affirmatif, en écartant le fait d'incendie, en ce qui concerne les autres, avec circonstances atténuantes à l'égard de quelques-uns. La cour a condamné Manger à cinq ans de travaux forcés; Arnout, à cinq ans de réclusion; Constantin, à cinq ans de réclusion; Cartigny père, à deux ans de prison; Coupart, Jacquet, chacun à deux ans de la même peine; Bonnet et Laisné, chacun à un an de la même peine.

— Un jeune homme de vingt-sept ans, Isidor Catois, ancien ouvrier des ports, comparait hier devant le tribunal correctionnel (7<sup>e</sup> chambre), présidé par M. Jourdain, sous la double prévention d'outrage et de menaces envers un commandant de la force publique.

Le premier témoin appelé est un lieutenant du 5<sup>e</sup> bataillon de la garde mobile, à peine âgé de vingt ans; il dépose ainsi :

Catois a figuré pendant une dizaine de jours dans ma compagnie. Dès le moment de son incorporation, son insubordination a été notoire. Le 14 mars, enfin, il a refusé de faire l'exercice, et je lui ai infligé la punition de deux jours de salle de police. Il s'est emporté, m'a dit qu'il me porterait, ainsi qu'au capitaine, un coup de couteau, et qu'il lui était indifférent d'être fusillé dans la huitaine, comme il s'y attendait.

J'ai dû le faire sortir des rangs, en lui intimant l'ordre de rentrer à la caserne, et ce n'est cependant qu'à neuf heures qu'il a pu y être amené, grâce à la bienveillante intervention d'un grenadier de l'armée, du poste de notre caserne. Au lieu de se rendre à la salle de police, il s'est installé à la cantine, et c'est encore à l'intervention du même grenadier qu'il s'est enfin déterminé à entrer en prison.

Une fois enfermé, il n'est sorti de désordres auxquels il ne se soit livré. Il a vociféré les menaces les plus atroces, entre autres celle d'incendier la caserne; il se vantait d'avoir fait dix ans de bague; enfin, il y a eu nécessité de prendre à son égard les mesures les plus énergiques et j'ai dû le dénouer à mes chefs comme un homme essentiellement dangereux.

Je dois ajouter cependant que je croyais d'abord que sa faute ne pouvait entraîner que des mesures disciplinaires, et que je ne pensais pas qu'il dût être jugé par la police correctionnelle; mais nos chefs en ont décidé autrement, et après l'avoir fait rayer des contrôles du bataillon, ils ont résolu qu'il subirait les conséquences de ses actions.

M. le président : Tout ce que vous avez fait est sage et juste; il faut que la discipline soit observée dans la garde nationale mobile aussi bien que dans l'armée, puisqu'elle est appelée à faire un service d'ordre et de sûreté, et que tous les citoyens doivent compter sur son zèle à remplir le devoir d'honneur qu'on lui a confié.

M. le substitut du commissaire du gouvernement : Nous devons ajouter que le prévenu n'a pas été condamné, comme il s'est plu à s'en vanter, nous ne savons pas par quel étrange motif, à dix ans de travaux forcés; il n'a jamais subi qu'une légère condamnation pour voies de fait; mais cet antécédent indique assez des habitudes de violence que la justice doit réprimer.

Après la déposition du grenadier Gérard, qui confirme celle du jeune lieutenant, Catois a été condamné à un mois de prison.

## FAITS DIVERS.

MM. les négociants et manufacturiers qui voudraient effectuer des dépôts à l'un des magasins publics agréés par l'Etat en vertu du décret du 21 mars et des arrêtés du 21 et 26 mars dernier, sont priés de ne pas déplacer leurs marchandises avant de s'être adressés à MM. les délégués de la banque de France et du comptoir national d'escompte, dont le bureau, établi à l'entrepôt réel, est ouvert tous les jours de neuf heures du matin à quatre heures du soir.

MM. les négociants pourront également se procurer les renseignements nécessaires tous les jours à la bourse des marchandises, de quatre heures et demie à cinq heures et un quart, bureau des courtiers de commerce.

Les délégués indiqueront à MM. les négociants quelles sont les marchandises sur le dépôt desquelles la banque de France et le comptoir national d'escompte peuvent faire des avances, ainsi que la marche à suivre pour arriver à la négociation des récépissés de leurs marchandises.

— Il résulte d'un rapport adressé le 10 avril courant au ministre de la marine, par le préfet maritime de Rochefort, que, depuis quelques jours, il a été trouvé sur les côtes de l'île d'Yeu divers débris qui font présumer la perte, dans ces parages, d'un navire de commerce étranger. Au nombre des objets recueillis figure une planche de 1 m., 80 de longueur sur 22 c. de largeur, portant le nom *Eléphant*, écrit de chaque côté en lettres jaunes, sur fond rouge.

— Au départ du convoi de Boulogne, la malle de Londres, apportant les journaux du soir du 15, n'était pas arrivée.

— Le tirage au sort des gardes nationaux qui devront composer le jury de révision du 11<sup>e</sup> arrondissement, aura lieu en séance publique, dans la salle des audiences de la justice de paix, rue Garancière, n° 10, samedi prochain 15 courant, à une heure de relevée.

La séance d'installation aura lieu le mercredi suivant, 20 du même mois, à la même heure.

— Par décret du Gouvernement provisoire en date du 12 avril, attendu que la Compagnie des paquebots transatlantiques n'a point rempli ses engagements; attendu que, d'après les rapports du ministre de la marine, et pour des causes d'ordre public, il y a urgence à pourvoir provisoirement à cette situation, le ministre de la marine est autorisé à s'emparer des bâtiments connus sous le nom de *paquebots transatlantiques*, sous toutes réserves de l'Etat et des tiers.

— Le ministre des affaires étrangères s'est occupé de la réorganisation de son département, et a supprimé cinq places de sous-directeur.

— Le préfet de police a reçu hier des détachements de la garde républicaine qui doit faire le service de la garde municipale; il leur a fait une courte allocution, et, après une distribution de sabres, il les a congédiés, en leur disant qu'ils seraient tous habillés et équipés pour la grande revue qui doit avoir lieu au champ de Mars le 25 de ce mois.

— On lit dans le *Droit* :

On avait fait courir le bruit que des gardes municipaux, se voyant sur le point de succomber dans la journée du 24 février, avaient, par un sentiment d'animosité contre le peuple, fait usage

de balles machées et d'autres projectiles devant faire des blessures mortelles. Plusieurs de ces objets, devant servir de pièces à conviction, avaient même été adressés au parquet.

MM. Perrot de Chezelles et Delahaye, conseillers près la Cour d'appel, ont fait procéder à une enquête rigoureuse, afin de constater si cette infraction criminelle au droit des gens avait eu lieu; mais il a été reconnu d'une manière évidente que cette accusation n'était nullement fondée.

Que les gardes municipaux, obéissant aux ordres de leurs chefs et cédant à l'impatience, aient commis des actes de violence ou de cruauté regrettables, cela s'explique. Mais un raffinement de barbarie, sans exemple dans notre siècle, ne saurait être imputé à ces mêmes hommes qui, livrés à leurs propres inspirations et dans l'exercice de leurs fonctions véritables, ont mérité dans d'autres temps des éloges unanimes.

Le 29 juillet 1844, par exemple, le feu d'artifice tiré, une foule immense se dirigea des Tuileries, de la rue de Rivoli, des quais, vers les Champs-Élysées, déjà pleins de monde, pour y voir l'illumination.

Des enfants, des femmes, des hommes asphyxiés, écrasés, s'affaissaient et tombaient sous les pieds de la foule. Des cris déchirants partaient de tous côtés, on ne pouvait marcher dans aucun sens, et la foule augmentait toujours.

C'est alors que les gardes municipaux montrèrent, dit M. Alphonse Karr, à qui nous empruntons ce souvenir, une intelligence et un dévouement dignes des plus grands éloges. Ils prenaient sur leurs chevaux des femmes et des enfants qu'ils enlevaient à la foule.

Les gardes municipaux à pied croisèrent non pas les baïonnettes, mais la crosse des fusils, et, entrant ainsi dans la foule, ils ramassèrent un nombre considérable de victimes qui, sans eux, eussent infailliblement péri.

A mesure qu'on relevait un corps, on le portait au poste des Champs-Élysées.

Ce que plusieurs témoins remarquèrent, c'est la décence extrême avec laquelle ils soignaient les femmes que leurs camarades remettaient dans leurs mains.

Le lendemain bien des gens disaient : « Sans les municipaux, je ne serais pas vivant ! »

Nous rappelons ces faits à ceux qui en ont été témoins, et nous leur demandons si c'est la garde municipale elle-même ou le pouvoir qu'il faut accuser de nos deuils du 24 février.

— La *Gazette de Lyon* parle en ces termes d'un projet mis en avant pour venir en aide à la fabrique lyonnaise :

« On sait que les Etats-Unis d'Amérique ont des besoins considérables, et que des demandes toutes prêtes à être confiées à notre fabrique n'attendaient, pour être données aux fabricants, que la sécurité des retours, c'est-à-dire la certitude que les lettres de change envoyées plus tard d'Amérique à nos commissionnaires pour payer ces commandes seraient acquittées par les maisons d'Europe sur lesquelles elles seraient fournies. Si l'Etat voulait consentir à faire lui-même à nos fabriques des commandes pour cinq ou six millions, nos commissionnaires lyonnais pourraient les faire exécuter moyennant une faible provision.

« La réalisation intelligente de cette idée serait d'autant plus facile, qu'ils ont entre les mains les échantillons de nos fabricants, et qu'ils avaient déjà fixé leur choix sur les articles à commettre. Ces étoffes seraient ensuite envoyées en Amérique pour le compte de l'Etat, et vendues également pour une faible provision. Il n'est point impossible que le résultat définitif fût un bénéfice ou tout au moins le recouvrement des déboursés. La perte, en tout cas, serait modique, et s'élevait-elle à 20 ou 25 0/0, soit à un million ou à un million et demi, que serait ce sacrifice pour l'Etat en présence de la détresse de nos ouvriers et de la paix publique à maintenir et du bonheur de notre ville ? Il va sans dire que les commissionnaires prendraient sur l'honneur l'engagement de consacrer ces sommes à commettre des étoffes à faire et non à acheter des étoffes toutes faites. Observons encore que le subside serait payable à divers termes échelonnés.

« Nous aimons à croire que cette idée, aussi généreuse que patriotique, rencontrera bon accueil parmi les hommes du gouvernement de la République, et que bientôt notre population, si admirable par son horreur pour tout attentat, pour tout désordre, rentrant dans les ateliers et y trouvant travail et subsistance pour leur famille, bénira la sollicitude des magistrats de la cité.

— On écrit d'Etampes, le 11 avril :

« Une bande de garçons meuniers, partis des environs de Paris, après avoir parcouru l'arrondissement de Corbeil, visitant tous les moulins, forçant les ouvriers à les suivre, réduisant ainsi les usines au chômage, se dirigeait sur Etampes.

« Prévenu dans la nuit du dimanche 9 avril, M. Paulin Laurens, sous-commissaire du gouvernement de l'arrondissement d'Etampes, s'est empressé de se porter au-devant de cette colonne dont la présence et les prétentions auraient été désastreuses dans une vallée qui fournit plus du tiers de l'approvisionnement de Paris. Il l'a rencontrée à 15 kilomètres d'Etampes en avant du village d'Auvers.

« Par son attitude ferme et résolue, par son langage énergique, le sous-commissaire a arrêté la marche de cette colonne, composée de plus de deux cents hommes. Ne pouvant cependant déterminer ces ouvriers à rétrograder et à se disperser, M. Laurens est parvenu, par des ordres bien exécutés, à les envelopper dans les rangs de la garde nationale. Ainsi prisonniers, ils ont été amenés, au milieu de la population rassurée, à la station d'Etrechy, où un triage a été fait.

« Tous ceux qui avaient été forcés de suivre l'attroupement se sont retirés pour aller reprendre leurs travaux; les autres, au nombre de cent trois, ayant manifesté l'intention d'aller exposer leurs griefs à la commission des travailleurs, M. Laurens les a fait diriger sur Paris, où le lendemain il a présenté lui-même à M. Louis Blanc les deux délégués de ces ouvriers. »

## DERNIÈRES NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

Nous avons des nouvelles de Madrid en date du 10 de ce mois.

L'officier qui était chargé de conduire M. Olozaga a été envoyé dans une forteresse des Philippines, pour six mois. Ce temps expiré, il y attendra les ordres du Gouvernement.

On s'est emparé d'un individu sur lequel on a trouvé un grand nombre de papiers. Il a été livré au conseil de guerre.

On écrit de Milan, en date du 9 avril, à la *Patrie* :

« La journée d'hier a été bonne. On nous a amené un prisonnier que, vu notre situation politique, on pourrait bien nommer un personnage d'importance, c'est Charles II, fils de l'ex-duc de Parme et Plaisance. Voici quelques détails. Après avoir passé la nuit de jeudi à Crémone, chez le vicaire Fontana, il quitta, le vendredi matin, Crémone, prenant la direction de Bozzolo.

« Mis aussitôt en état d'arrestation, il a été conduit sous bonne escorte de Crémone à Milan. Le gouvernement provisoire lui a assigné pour demeure quelques appartements du Palais-National, où il est l'objet de soins bienveillants, mais en même temps d'une surveillance rigoureuse comme un otage précieux. On a trouvé sur lui un pistolet et trois lettres à l'adresse de Charles-Albert. Le vicaire Fontana, qui lui avait donné asile à Crémone, a été mis en état d'arrestation, ainsi que les domestiques ou familiers du duc.

« Hier soir la ville était en émoi. Le nom d'un illustre proscrit circulait dans toutes les bouches. Ce nom si lié à la cause italienne était celui de Mazzini. Il était en effet arrivé à Milan dans la journée.

« Aussitôt que la bonne nouvelle fut connue, la population se porta en masse à sa demeure, où il fut l'objet d'une ovation populaire qui nous a tous émus. Une députation de Milanais lui offrit un drapeau tricolore. Mazzini répondit en peu de mots bien sentis que je regrette de ne pouvoir pas vous transmettre. Redemandé plusieurs fois à son balcon, il a dû paraître et répondre aux vivats et aux cris de joie. Le peuple se porta ensuite au gouvernement provisoire, dont le palais se trouve en face de la demeure de Mazzini, aux cris de : Vive l'Italie ! vive le gouvernement provisoire ! vive Mazzini ! Ces vivats, ces cris de joie ont dû trouver un noble écho dans le cœur du célèbre proscrit, du publiciste, de l'Italien par excellence. Mazzini restera parmi nous quelque jours.

« Le jeune marquis Soncini est aussi arrivé de Lubianne. Quant à la marche de l'armée, je vous renvoie au dernier bulletin que je vais vous traduire.

— Un bulletin de l'armée du roi de Sardaigne annonce une victoire importante remportée le 8 avril par l'armée piémontaise sur les Autrichiens.

Le corps de troupes commandé par le général Bava s'est emparé, après un combat meurtrier, du passage du Mincio.

## Gouvernement provisoire.

(Bulletin du jour.)

Milan, 8 avril 1848.

Peschiera est toujours aux mains des Autrichiens. Une rencontre eut lieu à Rivoltella, à quelques milles de Delenzano, entre un corps de volontaires et un détachement d'Autrichiens sortis de Peschiera pour fourrager; ces derniers, battus, ont été forcés de se retirer.

A la Resoga est engagée aussi une escarmouche dans laquelle un corps franc milanais a mis l'ennemi en déroute et s'est avancé jusqu'à Ospedaletto de Mantoue.

Canneto, Piadena, Bozzolo et Marcaria sont occupés par les troupes piémontaises.

Toute la ligne de l'armée piémontaise avance vers le Mincio. (Nous disons plus haut que le fleuve est franchi.)

L'ennemi, poursuivi à outrance, a fait sauter le pont de Goito.

Nous avons de Brescia la nouvelle répétée qu'un gros corps de volontaires doit partir de cette province pour le Tyrol, afin de renforcer les insurgés de ce pays-là, et couper la retraite à l'ennemi.

## BOURSE DE PARIS DU 15 AVRIL.

La Bourse est en proie à une inquiétude vague qui s'est d'abord traduite aujourd'hui par de la baisse sur la rente et sur toutes les autres valeurs; mais les cours se sont du reste un peu raffermis pour la clôture.

On a beaucoup parlé d'une nouvelle proclamation du ministre de l'intérieur au sujet des élections dans les termes, disait-on, feraient naître des craintes pour le moment des élections.

Nous ignorons si cette circulaire ou proclamation existe réellement, car tout le monde en parlait à la Bourse, et personne n'avait pu la découvrir sur les murs de Paris. Mais, ce qui est certain, c'est que le seul bruit de son existence a déterminé beaucoup de ventes de fonds français.

On parlait aussi de nombreux renforts de troupes autrichiennes qui seraient entrées en Lombardie.

Les chemins de fer étaient généralement offerts et en baisse; on a surtout vendu beaucoup d'actions du Nord, dont la hausse avait été proportionnellement plus forte que celle des autres lignes.

Quant au principe d'expropriation des chemins de fer par l'Etat, il est regardé comme arrêté définitivement par le Gouvernement provisoire. Le décret paraîtra certainement avant la fin du mois.

La rente 5 p. 100 fermée hier à 58 a ouvert à 57 50, et elle a fléchi à 57; elle reste à 58 50. — La rente 5 p. 100 qui était hier à 37 a varié de 36 à 35 50, et elle reste à 37 50.

Les actions de la Banque de France ont fléchi de 1,110 à 1,085, et elles restent à 1,090. — Les 4 canaux étaient à 655. — Les obligations de la ville ont monté de 40 à 950. — La caisse hypothécaire était à 100.

Les bons du trésor étaient à 45 1/2 p. 100 de perte.

L'emprunt romain a monté de 1 à 49. — L'emprunt du Piémont de 5 à 750. — Le 5 p. 100 Belge 4840 a varié de 61 à 60 1/2. Celui de 1842 était à 61. La banque Belge a reparu sur la cote à 500. Son dernier cours avant la Révolution avait été 850.

Les actions du chemin de fer du Nord, fermées hier à 555, ont varié de 557 50 à 550. — Orléans a varié de 440 à 445 (hier à 455). — Rouen de 520 à 517 50 (hier à 520). — Marseille à 190 (hier à 195). — Bordeaux de 585 à 586 25 (hier à 590).

Lyon a varié de 507 50 à 505 75; hier à 508 75. — Nantes, de 550 à 552 50; hier à 552 50. — Strasbourg, de 540 à 542 50; hier à 542 50.

Le rédacteur en chef, Julien LEMER.

IMPRIMERIE SCHNEIDER, RUE D'ENFORTH, 4.